LOUISA HANOUNE À PROPOS DE LA SITUATION POLITIQUE :

«Il y a péril en la demeure»

«Aujourd'hui, personne n'assume ses responsabilités. Il y a péril en la demeure et le maintien d'une situation de statu quo expose le pays vers un danger certain qui le poussera vers une réelle explosion». Louisa Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) est en colère. Hier, lors d'une conférence de presse, elle a tiré pour la énième fois la sonnette d'alarme.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est un constat des plus critiques que la secrétaire générale du Parti des travailleurs a dressé, hier, à l'occasion d'une conférence de presse organisée au siège de son parti. Une rencontre avec la presse qui intervient au lendemain de la réunion de son bureau politique et lors de laquelle le Parti des travailleurs a fait un état des lieux «peu reluisant de la situation qui prévaut en ce moment dans le pays».

En effet, Louisa Hanoune est de nouveau montée au créneau en tirant la sonnette d'alarme mais surtout en «s'interrogeant si réellement il y a quelqu'un qui assume ce qui se passe en ce moment», car selon elle «la situation est grave». Situation politique, sociale et économique autant de secteurs évoqués, hier, par la conférencière, en indiquant que la situation «est digne d'un Etat totalitaire». «On ne se dirige pas vers un Etat civil, mais on se dirige plutôt vers un Etat totalitaire», a-t-elle lâché.

Et en guise d'argument, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a évoqué la situation économique et sociale actuelle en la qualifiant «de très dangereuse», en mettant en exergue «les mesures antisociales contenues dans la loi de finances complémentaire (LFC 2015) à travers notamment la réduction des budgets de fonctionnement et d'équipement, la réduction de la TAP, ou encore l'arnaque du 87 bis».

C'est dans ce cadre qu'elle qualifie la 17e tripartite qui se tiendra demain à Biskra de «déséquilibrée». Louisa Hanoune a de nouveau évoqué la «restructuration du DRS» ou encore l'arrestation des généraux Hassan et Benhadid. A ce propos, elle s'est interrogée sur le dernier communiqué rendu public par la présidence de la République au sujet des mesures de restructuration opérées au sein du DRS.

Photo : New Press.

Louisa Hanoune, SG du PT.

Pour Louisa Hanoune, «Il s'agit d'un communiqué bizarre», d'où son interrogation «si on se dirige vers un système politique monarchique». En un mot, la secrétaire générale a lancé un appel pour «l'arrêt de la mascarade» et d'ajouter : «Tout comme l'équilibre au sein de l'institution militaire a été rompu, l'équilibre dans la sphère économique est également rompu», évoquant ainsi la décision prise par le gouvernement d'octroyer des autorisations à trois hommes d'affaires pour la construction d'usines pour la production de sucre. «C'est du pipeau et de la fantaisie», s'est-elle exclamée, avant d'ajouter que «l'Etat a voulu mettre fin à un soi-disant monopole par un autre monopole».

En colère et très déçue par «ce qui se passe dans mon pays», la conférencière dira «que j'ai honte pour mon pays lorsque je vois deux hauts officiers supérieurs de l'ANP qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour la patrie jetés en prison.

Louisa Hanoune conclut son intervention en se posant des questions sur les dessous qui entourent «la volonté d'ouvrir le capital de l'opérateur historique de la téléphonie mobile Mobilis». Pour elle, «il y a péril en la demeure et le maintien du statu quo exposera la nation à l'explosion».

A. B.

AGITATIONS DE MADANI MEZRAG

Et si ce n'était que pure «manœuvre» ?

Oublié durant des années, Madani Mezrag revient au-devant de la scène et fait parler de lui. D'une manière aussi triste que son passé taché de sang et dont il a fièrement fait l'aveu sur les plateaux de ces télévisions off-shore dont il est devenu la «vedette».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Animant des universités d'été des résidus de ce que fut sa sanguinaire organisation militaire, au vu et au su de tout le monde, il a vite fait d'être bombardé personnalité nationale et a été même associé aux consultations autour du projet de révision constitutionnelle à la faveur desquelles il a été reçu comme tel à la présidence de la République. Et le chef terroriste a poussé son «audace» jusqu'à menacer de vive voix, comme personne ne l'a fait, le président de la République, causant un effet collatéral, soit la fermeture d'une chaîne de télévision. Et dans cette affaire, alors que l'on s'attendait à ce qu'il soit poursuivi pour atteinte à l'un des symboles de la République, ne le voilà-t-il pas ménagé au moment où le support qui lui a permis de déverser son venin a été tout simplement réduit au silence.

C'est que l'individu, complètement lavé de ses «péchés» et de ses «déviations» par la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, croit en sa bonne étoile et attend le «retour d'ascenseur» à son implication dans les campagnes électorales durant les trois dernières élections présidentielles en faveur du Président-candidat. Une contrepartie consistant en une possibilité pour lui de revenir sur la scène politique par la grande porte via un parti politique. Une velléité qui lui a valu aussitôt la montée au créneau de la grande famille qui avance, les Patriotes, les Gardes communaux, les GLD et les républicains de tous les bords, qui, d'un seul mot, a signifié son opposition et s'est dite prête à lui barrer la route comme elle l'a déjà fait au prix d'immenses sacrifices. Ceci avant que le président de la République ne lui réplique sèchement, lui signifiant clairement qu'il devait s'en tenir à l'esprit et à la lettre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, qui dans un de ses articles, le 21, lui interdit formellement de renouer avec l'action politique. Ce qui fait croire à bien d'observateurs et hommes politiques que ce ne sont là que les éléments d'un scénario bien ficelé où le rôle et le timing d'intervention de tout un chacun ont été minutieusement synchronisés.

Le but étant d'occuper la scène politique et médiatique avec d'autres scénarios parallèles pour, entre autres, faire ombre à l'opposition et la disqualifier et occuper le petit peuple, le temps des grandes manœuvres.

M. K.

SOUFIANE DJILLALI, PRÉSIDENT DE JIL JADID :

«Ce sont là les signes avant-coureurs d'une débandade généralisée

«Il est évident que le personnage est protégé probablement par la présidence de la République qui l'a reçu et lui a octroyé le statut de personnalité nationale pour discuter du projet de révision constitutionnelle. Il a, à plusieurs reprises, tenu des propos graves sans être inquiété.

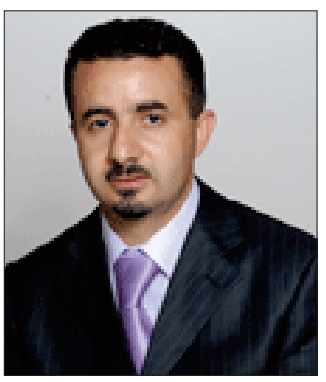
Il organise des rencontres sous la protection de la sécurité de l'Etat depuis 2000, selon le directeur de cabinet du président de la République. Il défie le chef de l'Etat sur un certain nombre de propos tenus apparemment secrets. Il ne faut pas oublier qu'il a fait campagne pour Abdelaziz Bouteflika en 2004, en 2009 et en 2014. C'est donc un long compagnonnage.

Pour des propos qu'il a tenus, c'est une chaîne de télévision qui est fermée. Faut-il remarquer que toutes les télévisions l'ont invité mais aussi la présidence de la République qui lui a décerné le statut de personnalité nationale.

On est dans un monde kafkaïen, le pouvoir est dans la position de délitement. Il n'y a plus d'autorité des citoyens mais des règlements de comptes. Pas d'autorité de la loi au-dessus des citoyens mais des règlements de comptes par institutions interposées. A l'évidence, ce sont là les signes avant-coureurs d'une débandade généralisée.»

ATMANE MAZOUZ, CHARGÉ DE LA COMMUNICATION AU RCD :

«Le pouvoir est dans la manœuvre»



«Le cas Madani Mezrag est l'illustration parfaite de la déliquescence et de l'irresponsabilité de l'Etat. Nous avons déjà, au RCD, alerté sur l'instrumentalisation de ce dernier par le pouvoir lorsqu'il a déclaré qu'il faisait du «service après-vente».

La responsabilité de ses agissements et de ses atteintes incombe exclusivement au pouvoir. Comment peut-on accepter de recevoir avec les honneurs un ancien chef terroriste en qualité de personnalité nationale au siège de la présidence et oser lui demander de faire des propositions sur la loi fondamentale du pays ? L'agitation et le pied-de-nez de Madani Mezrag ne peuvent s'expliquer que par la lâcheté de l'Etat.

Pour nous, il est parfaitement établi que le pouvoir est dans la manœuvre pour peser, à travers des éléments tenus en laisse, dans les évènements qui s'accélèrent où le pays est en plein naufrage institutionnel. Les Algériens ont maintenant la certitude que la page sanglante des années 90 demeurera ouverte et que les manipulations en cours mèneront inévitablement au chaos.»

AHMED ADHIMI, PORTE-PAROLE DU PARTI DES AVANT-GARDES DES LIBERTÉS :

«Mezrag est utilisé pour apeurer le peuple

«Madani Mezrag est utilisé pour faire peur au peuple algérien. C'est comme si le pouvoir veut dire au peuple : vous avez à choisir entre nous et Madani Mezrag. Cette personne doit reprendre sa place, rentrer chez lui et s'occuper de son commerce car il doit s'estimer heureux pour avoir été pardonné par la Charte pour la paix et la réconciliation nationale.

Concernant seulement ce qu'il a proféré sur le plateau d'une chaîne de télévision, où il a menacé le président de la République, on estime que dans ce genre d'affaire, on punit généralement le contenu et pas le contenant. Mais c'est tout le contraire qui s'est produit : ladite chaîne a été fermée et lui ménagé.»

Propos recueillis par M. K.